Les élections se suivent et se ressemblent. A chaque fois, un nouvel élu, censé représenter le changement, incarne surtout la liquidation du précédent.

L’élection de 2017 est, cela étant, originale en ce sens qu’au lieu de remplacer un des deux grands partis par l’autre, elle fusionne les deux au travers du nouveau Président. Cela clarifie au moins un enjeu. Mais la fusion de deux rejets crée-t-elle une nouveauté ? Certes, le mot « renouveau » a été au cœur de la dernière présidentielle, mais la force du mot ne crée pas automatiquement la dynamique pour la solution nécessaire.

On peut, bien sûr, analyser les résultats électoraux, en déduire comme d’ordinaire les rapports de force à venir et les possibilités pour chaque parti ou groupe d’accéder au pouvoir. On peut considérer qu’il faut donner toutes ses chances au nouveau Président. Toutes ces interrogations sont naturelles et intéressantes, mais ne font-elles pas l’impasse sur les questions principales ?

La légitimité

Certes, l’onction du scrutin présidentiel confère au chef de l’Etat l’autorité pour agir. Mais en a-t-il vraiment la légitimité ? Et pour mettre en œuvre quelle politique ? Outre la faiblesse de son résultat du premier tour (18,3% des inscrits) et l’ambiguïté du deuxième tour, l’absence de réels débats de fond dans une campagne présidentielle parasitée par les affaires et rythmée par l’incessant tintamarre des sondages, ne permettent pas de donner un fondement solide et une force démocratique à sa politique.

Le fractionnement inédit des votes du premier tour, éclatés en 4 blocs autour de 20%, voire cinq si on ajoute un bloc votes blancs/abstentions, laisse entendre que les électeurs n’ont été réellement convaincus par personne et que leur vote est, sur un fond de confusion, un mélange d’interrogation et de rejet, d’envie de changement et de besoin de se rassurer. Peut-on bâtir un pouvoir solide sur de telles bases ? Notons que cette question aurait été posée à n’importe lequel des élus si l’ordre du carré de tête avait été différent.

N’atteignons-nous pas ici les limites de nos institutions ? Voilà longtemps que la question des

institutions est posée sans être prise au sérieux dans la totalité de ses implications. Si le caractère anti-démocratique de l’élection présidentielle est posé depuis longtemps (personnalisation, embrigadement des électeurs dans les écuries électorales, etc.), peut-on continuer à exiger du peuple qu’il remette son sort entre les mains d’une personne seule même si celle-ci prétend être la dernière de la lignée présidentielle ? N’est-il pas temps d’affronter la réalité qui émane des résultats eux-mêmes depuis 30 ans : la solution ne peut pas venir d’une trajectoire individuelle ; elle ne peut émaner que de la collectivité des citoyens.

Il ne s’agit donc pas de chercher à remporter des victoires dans une compétition avilissante et structurellement défavorable à l’organisation du débat républicain, mais de susciter et d’accompagner un mouvement de reconstruction du corps social, de la communauté politique des citoyens, aujourd’hui traversée de tensions, fracturée, et de ce fait incapable de décider sereinement de son avenir. C’est de cette communauté politique retrouvée que pourra réémerger un nouveau contrat social après un débat libre et raisonné.

La légitimité du pouvoir d’Etat, aujourd’hui fragilisée par les déformations du scrutin présidentiel, doit être retrouvée dans la prise de conscience des citoyens quant à leur rôle et à leur pouvoir : celui de souverain. Le peuple n’a pas besoin de guides. D’ailleurs il les rejette régulièrement, obstinément, les choisit (puisqu’il le faut bien) avant de les repousser puisque c’est la seule manière de s’en débarrasser.

C’est au niveau le plus déconcentré que peut se réaffirmer le citoyen, dans les communes et dans les quartiers, dans les associations civiques. La légitimité procède donc, dans cette vision, du bas vers le haut. Elle n’empêche pas alors la force de l’Etat qui en émerge, mais lui donne au contraire toute sa puissance. En effet, le peuple n’est pas une multitude, mais un rassemblement autour de l’intérêt général, donnant à la collectivité la légitimité nécessaire à l’action. C’est à recréer cette légitimité qu’il convient de s’atteler maintenant.

Les enjeux

Le débat présidentiel a été non seulement réducteur, mais a globalement ignoré les enjeux principaux. Peut-il en être autrement puisque la parole vient du sommet qui sélectionne, aidé en cela par la presse, les questions auxquelles le citoyen a accès ?

L’intérêt général est dilué dans des discours comptables simplistes. L’intérêt national est soit marginalisé par des discours manichéens sur la mondialisation ou la question européenne, soit caricaturé par son assimilation au discours xénophobe du Front national. De ce fait, le peuple, pourtant constitutionnellement souverain, n’est plus considéré que comme un acteur d’opérette. La reconstitution du peuple français comme communauté politique sous la bannière des Droits de l’homme et du citoyen est pourtant un objectif fondamental dans un monde en profonde mutation, aux contradictions et aux alliances changeantes.

Il est grand temps de lier la reconstruction de la démocratie, et du peuple dont elle est un bien public, à la réaffirmation de l’intérêt général. Cet enjeu n’appartient à personne mais appartient à tous : c’est donc avec conviction, mais modestie, qu’il faut accompagner le peuple dans la recherche de lui-même, dans la quête de sa souveraineté retrouvée.

Le monde est en crise, la société française se délite. La souveraineté populaire, qui n’est que l’autre nom de la démocratie, est la clef face à une crise de régime sans précédent depuis longtemps. Sachons l’affirmer avant qu’il ne soit trop tard.

André Bellon et Anne-Cécile Robert

Auteurs de « Un totalitarisme tranquille » [1] » et « Le peuple inattendu [ii] »